

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

7 janvier 2011

DÉFENSEUR DES DROITS (LOI ORGANIQUE) - (n° 2991)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° 174

présenté par

M. Urvoas, M. Blisko, Mme Pau-Langevin, M. Roman, M. Jung, Mme Adam,  
M. Bloche, M. Caresche, Mme Coutelle, Mme Laurence Dumont, M. Goldberg,  
Mme Guigou, Mme Imbert, Mme Mazetier, Mme Pinville  
et les membres du groupe Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

-----  
**ARTICLE 12**

À l'alinéa 1, substituer aux mots :

« peut consulter »,

le mot :

« consulte ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le présent amendement rétablit la rédaction du projet de loi tel qu'issu du vote du Sénat. La simple faculté laissée au Défenseur des droits de consulter les collègues n'est pas satisfaisante. En effet, la collégialité a fait la force de la plupart des autorités administratives indépendantes absorbées par le Défenseur des droits. Le rôle des collègues doit, par conséquent, être conforté. Tel est l'objet de cet amendement qui permet l'association systématique du collègue en charge de la défense et de la promotion des droits de l'enfant lorsque le Défenseur des droits aura à traiter de ces questions.